

L'IRAC se joint à l'appel pour un plan national en faveur des bâtiments éconergétiques

OTTAWA, le 22 août 2016 – Onze organisations, dont l'Institut royal d'architecture du Canada (IRAC), invitent le gouvernement fédéral à mettre en place un plan national ambitieux pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments du pays.

Elles présentent 14 recommandations sur des politiques et des programmes clés d'un plan national qui aiderait le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un tel plan, disent-elles, ouvrirait la voie aux rénovations énergétiques majeures des bâtiments existants (réductions de la consommation d'énergie de 25 à 50 % du tiers des bâtiments du Canada d'ici 2030) et à la construction de nouveaux bâtiments à consommation énergétique quasi nulle d'ici 2030.

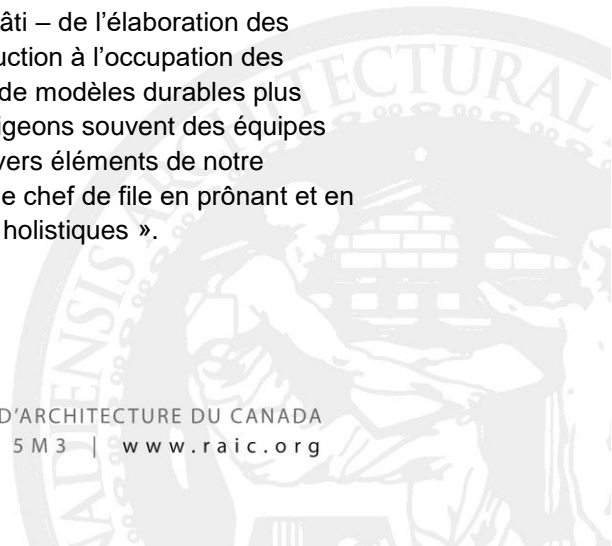
« Le Canada a une formidable occasion de transformer l'environnement bâti et d'effectuer la transition vers un futur à faible bilan carbone tout en améliorant la performance et la viabilité des maisons et des bâtiments du Canada », ont-elles écrit dans une lettre adressée au ministre des Ressources naturelles, Jim Carr, et à la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna.

Voir la lettre [ICI](#).

Les signataires représentent des professionnels, des associations, des organisations non gouvernementales et des entreprises œuvrant dans les secteurs du bâtiment et de l'énergie : Canadian Energy Efficiency Alliance, Pembina Institute, Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, Toronto Atmospheric Fund, MaRS Advanced Energy Centre, Passive House Canada, BOMA Toronto, Council for Clean Capitalism, Environmental Defense, Équiterre et l'Institut royal d'architecture du Canada.

« En tant que principal porte-parole de l'architecture au Canada, l'IRAC est fier de collaborer avec le Pembina Institute et d'autres organisations de pointe dans le domaine bâti pour favoriser et susciter des solutions plus audacieuses aux défis écosociaux pressants », a déclaré Jennifer Cutbill, administratrice régionale de l'IRAC pour la Colombie-Britannique et le Yukon et présidente du Comité de l'IRAC sur les environnements responsables.

« Toutes les parties impliquées dans la création du domaine bâti – de l'élaboration des politiques à la planification, et de la conception et de la construction à l'occupation des bâtiments – ont une obligation d'effectuer un virage en faveur de modèles durables plus holistiques », a-t-elle ajouté. « En tant qu'architectes, nous dirigeons souvent des équipes formées de multiples intervenants responsables de réaliser divers éléments de notre domaine bâti et à ce titre, il nous incombe d'assumer un rôle de chef de file en prônant et en adoptant de manière innovatrice des modes de durabilité plus holistiques ».



RAIC | IRAC

Architecture Canada

613-241-3600 | fax/télé. 613-241-5750 | info@raic.org

Les organisations signataires soulignent que la consommation d'énergie totale des bâtiments représente près du quart des émissions de gaz à effet de serre du Canada.

« Pour que le Canada atteigne sa cible d'émissions pour 2030 en vertu de l'Accord de Paris et ses objectifs à plus long terme de décarbonisation, nous devons réduire de manière significative les émissions des bâtiments existants et nous assurer que les nouveaux bâtiments sont conçus pour des taux d'émission ultra-faibles », ont-elles écrit aux ministres.

« Nous croyons que le secteur du bâtiment offre aux décideurs des possibilités de réductions des GES parmi les moins chères et les plus rapidement réalisables. »

Les programmes d'efficacité énergétique, ont-elles souligné, créeront des emplois, stimuleront la croissance économique et amélioreront la qualité des lieux de vie et de travail de la population canadienne.

Voici certaines de leurs recommandations :

- Mettre à jour les codes modèles nationaux du bâtiment pour que les nouvelles constructions soient à consommation énergétique quasi nulle d'ici 2030 et collaborer avec les provinces pour faciliter l'adoption des codes du bâtiment;
- Élaborer ou adapter des codes d'énergie nationaux pour les rénovations majeures de bâtiments existants;
- Modifier les politiques fiscales pour stimuler l'investissement en efficacité énergétique;
- Offrir un soutien financier ou de l'aide aux autres ordres de gouvernement pour encourager les rénovations énergétiques importantes et éliminer les obstacles.

Le groupe d'organisations est d'avis que le gouvernement fédéral doit donner l'exemple en rappelant qu'il possède ou occupe plus de 27 millions de mètres carrés d'espaces de bureaux au Canada. En parallèle, il salue « l'engagement et le leadership de classe mondiale » dont le gouvernement a fait preuve sur le plan des initiatives climatiques.

« En plus de plaider en faveur de la réduction du carbone et de la mise en place de mesures incitatives, nous prônons un changement de mentalité », a déclaré Jennifer Cutbill. « Il ne suffit plus de chercher à diminuer les impacts négatifs. Nous devons plutôt adhérer collectivement à une approche axée sur la création d'un impact positif net. »

« Dans l'ensemble, nous ne manquons pas de solutions aux défis pressants du changement climatique; nous devons toutefois faire preuve d'une volonté collective de les appliquer et intégrer plus efficacement nos efforts. »

AU SUJET DE L'IRAC



RAIC | IRAC

Architecture Canada

613-241-3600 | fax/télé. 613-241-5750 | info@raic.org

L'Institut royal d'architecture du Canada est le principal porte-parole de l'architecture au Canada et il représente quelque 5 000 membres. L'IRAC plaide en faveur de l'excellence dans le cadre bâti, œuvre à démontrer comment la conception améliore la qualité de vie, et promeut une architecture responsable qui tient compte d'importantes questions de société.

Pour de plus amples renseignements :

Maria Cook

Gestionnaire des communications et des activités de sensibilisation

mcook@raic.org

613-241-3600, poste 213

Angie Sauvé

Coordonnatrice des communications

asaue@raic.org

